

Pour résister et avancer vers

L'heure est au déploiement de l'action, en relation avec la construction d'un nouveau projet social et politique. Le défi d'idées novatrices pour des luttes de résistance mais aussi de transformation sociale émancipatrice a toujours été au cœur des avancées comme des difficultés des salariés, de tous les exploités et dominé(e)s, comme en leur sein des communistes. Ce défi est de nos jours d'une acuité sans précédent, après les effondrements de bien des anciens repères révolutionnaires, les offensives hyperlibérales, mais aussi désormais l'exacerbation des antagonismes et la montée des contestations. Dans la crise systémique actuelle s'opposent les potentiels de civilisation nouvelle de la révolution technologique informationnelle et le chômage massif, la précarité généralisée, la domination du capital financier mondialisé, la monopolisation des pouvoirs sociaux dans tous les domaines de la vie.

Depuis le début des années 2000, on assisterait à une maturation de la crise systémique.

C'est l'accélération de l'élévation de la productivité des nouvelles technologies, économisant le travail direct et le travail contenu dans les moyens de production, et sa conjonction avec l'aggravation des pressions contre les dépenses salariales et sociales pour rentabiliser les capitaux financiers, la mise en concurrence accrue des salariés du monde entier. D'où l'insuffisance renforcée de la demande et du développement des populations. Après les effondrements financiers et la relance mondiale du chômage massif de 2001 à 2003, la reprise de la croissance depuis la fin de 2003 s'effectuerait avec une progression de l'emploi plus faible même aux Etats-Unis, comme cela semble se confirmer en 2004, et avec des affrontements internes et internationaux intensifiés. Mais aussi montent les défis des besoins sociaux nouveaux dans tous les domaines.

C'est dans ce cadre que se situent les enjeux des affrontements présents en France. D'un côté, s'exacerbent les pressions pour renforcer l'exploitation, contre les dépenses salariales et sociales, avec la précarité de l'emploi et l'insécurité sociale dans tous les moments de l'existence. D'un autre côté, c'est la montée des besoins de contrôle social et de promotion de chacun, mais leur traitement réactionnaire par des réformes de répression sociale et un déferlement de démagogie.

Le gouvernement encourage les agressions patronales contre les salariés sous prétexte de flexibilité.

Il pousse à l'allongement du temps de travail et aux réductions des taux de salaires contre les 35 heures et contre les majorations d'heures supplémentaires. Déjà le PS, avec la réduction du temps de travail, avait encouragé la baisse des coûts salariaux (baisse des charges sociales et négociations sur le gel des salaires). Il importe, au contraire, avec la réduction du temps, de revaloriser le travail et sa qualification avec les nouvelles technologies.

Nombre de patrons se lancent dans les délocalisations et, pour abaisser les salaires, dans le chantage aux délocalisations, favorisées par les conditions de l'élargissement de l'Union européenne. Malgré ses protestations, le gouvernement y contribue en facilitant les licenciements sous prétexte d'encourager la création d'emplois. Il veut renforcer la logique d'abaissement des dépenses salariales, à l'opposé de la qualification, comme Sarkozy évoquant des exonérations de charges sociales sur les salaires pour les emplois délocalisables ou relocalisés. Le ministre des finances se glorifie de sa politique de réduction des impôts sur les riches (sur les successions, le revenu) et sur les bénéficiaires des entreprises, sous prétexte de favoriser la demande, alors que cela contribue aux placements financiers et spéculatifs. Cela aggrave les pressions contre les dépenses budgétaires sociales, en relation avec les exigences du Pacte de stabilité européen contre les déficits publics et sociaux. Cependant, se renforce la conjonction des difficultés de l'emploi et des salaires ou des remises en cause des droits sociaux avec les réformes réactionnaires des retraites, de la santé, de l'école.

Le Plan dit de « cohésion sociale » de Borloo prétend développer les aides au retour à l'emploi des chômeurs. Mais il aggrave la pression sur les salaires et sur la qualité des emplois, à l'opposé d'une expansion de la formation et de la qualification pour sécuriser et promouvoir les activités à finalité professionnelle. Il prévoit que le refus d'un « poste compatible avec ses possibilités » (et non sa qualification) après six mois de chômage entraîne une baisse d'allocation, dégradant encore les conditions de retour à l'emploi, comme le déplore le Conseil Economique et Social. Un « contrat d'activité » de deux ans serait payé aux trois-quarts du Smic mensualisé pour les Rmistes et les chômeurs de longue durée, dans les collectivités territoriales, les associations et les entreprises d'insertion. Il comprend en prin-

NOVATION

des transformations radicales

cipe un volet formation, mais il n'y a pas d'obligation pour cette formation, qui doit être financée par les départements et les régions. Cela renvoie aux déficiences fondamentales de la dite décentralisation, avec le non transfert suffisant de moyens financiers, et la déconcentration à l'opposé des pouvoirs des populations elles-mêmes. Le RMA va dans le même sens avec l'attribution du RMI aux patrons pour réduire les coûts salariaux, faisant pression sur la qualification et les autres salaires. Quant à « l'accompagnement » de 800 000 jeunes en difficulté pour des contrats avec formation en alternance ou vers l'emploi marchand en entreprise, il cumule les aides aux bas salaires pour des emplois non qualifiés et les insuffisances de la formation.

Les « maisons de l'emploi » seraient révélatrices de l'antagonisme entre la montée de nouveaux besoins et leur traitement fallacieux et réactionnaire. D'un côté, il s'agirait de recenser les ressources humaines et les besoins locaux en emploi, en mettant en relation l'UNEDIC avec l'ANPE et l'AFPA. Mais d'un autre côté, cela se rapporte à des mesures répressives de réduction des allocations chômage, d'obligation d'accepter des emplois précaires et des formations ne correspondant pas aux qualifications et aux aspirations, de concurrence des agences d'intérim pour les placements, et non à des concertations démocratiques pour des objectifs annuels d'emploi et de formation dans les localités.

On retrouverait ici, comme dans l'ensemble des réformes réactionnaires, les exigences de nouvelles régulations, d'évaluation, de contrôle, de responsabilités personnelles, mais utilisées pour la répression personnalisée et la réduction des dépenses et non pour l'expansion efficace et la promotion de chacun. Cela s'observe par exemple dans la réforme de l'assurance-maladie de Douste-Blazy avec les instituts sur les données de santé ou le contrôle des parcours de soins.

Les limites du financement du Plan Borloo expriment les exigences des orientations hyperlibérales de la construction européenne actuelle. Un tout autre financement devrait s'opposer aux restrictions des dépenses budgétaires comme des orientations du crédit dominées par le marché financier. Cela concerne la base « financement » d'un triangle institutionnel permettant une transformation profonde : 1) financement, 2) pouvoirs, 3) objectifs sociaux.

Les critiques et propositions venant du Parti socialiste ne peuvent correspondre aux besoins sociaux nouveaux.

On comprend à quel point les critiques et propositions venant du Parti socialiste, ne mettant pas en cause l'orientation du crédit par la Banque Centrale Européenne, le Pacte de stabilité européen, ni la domination des critères de rentabilité financière sur les gestions des entreprises, ne peuvent correspondre aux besoins sociaux nouveaux. Elles ne répondent ni à ce qui a commencé à monter dans les luttes (sur le droit à la formation, les licenciements et les délocalisations, la sécurisation des parcours professionnels, les retraites, la santé et l'école) et dans les élections (sur d'autres pouvoirs et financements dans les régions, ou sur une autre orientation sociale de l'Union européenne), ni d'ailleurs aux défis populistes de la droite. Celle-ci souligne davantage à juste titre le rôle des entreprises tout en le traitant de façon agressivement réactionnaire.

Pour le moment, du côté du PS, on assiste surtout à des propositions d'un certain nombre de petits coups de pouce sociaux sur fonds publics, ainsi qu'à la demande de transferts de moyens financiers pour accompagner le transfert de compétences aux régions. Mais on n'a rien de substantiel pour l'emploi en quantité et en qualité, même si un certain temps des dirigeants ont tenté de récupérer en paroles la Sécurité sociale professionnelle de la CGT en partie inspirée de notre projet de Sécurité d'emploi ou de formation. Le PS joue petit bras et il n'y a pas de renouvellement fondamental. D'ailleurs, on parle d'alternance pour 2007 au lieu de l'alternative d'un autre projet de société. Malgré les protestations dans sa gauche, la direction du PS prône le oui au référendum sur le traité constitutionnel européen. Mais celui-ci renforce les orientations hyperlibérales d'une Union européenne dominée par les marchés et le marché financier, contre les services publics et contre l'emploi avec le rôle de la BCE indépendante. Il maintient les pouvoirs non démocratiques de la Commission et l'éloignement des citoyens. Il exprime au fond un manque d'ambition pour l'Union européenne.

Avec les luttes de résistance, des propositions de transformation des objectifs sociaux, des moyens et critères financiers, des pouvoirs.

Au contraire, dans le PCF nous nous efforçons de mettre en avant, avec les luttes de résistance et pour des avancées immédiates, des propositions de transformation profonde des objectifs sociaux, des moyens et critères financiers, des pouvoirs. Cela concerne les trois domaines de l'emploi-

formation, de l'Union européenne, des services publics et socialisés.

Les luttes sur l'emploi et la formation se rapportent aux chantiers de construction d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation. Il s'agit surtout des mesures pour l'amélioration de l'indemnisation des chômeurs et des conditions de promotion et non de répression de leur retour à l'emploi ; contre les licenciements pour des moratoires suspensifs permettant des contre-propositions, avec la remise en vigueur des pouvoirs nouveaux des CE suspendus par le gouvernement Raffarin ; contre les délocalisations et pour des alternatives de développement local avec la formation et les recherches ; pour de nouveaux droits et contrats de sécurisation et de promotion des parcours professionnels.

Le rôle décisif des moyens se réfère déjà aux idées sur les actions dans les régions et localités : des concertations pour des objectifs annuels d'emploi et de formation sur les territoires, des Fonds régionaux de garantie et de prise en charge par des fonds publics de tout ou partie des intérêts des crédits des banques pour les investissements des entreprises, suivant l'importance de leurs engagements de création d'emploi et de formation. Ils seraient soutenus par un Fonds national décentralisé. C'est aussi la proposition de taxation des produits financiers ou des crédits pour l'exportation des capitaux contre les délocalisations. C'est le contrôle des fonds publics pour l'emploi, jusqu'à leur remboursement notamment en cas de délocalisation.

Le plus important pour les moyens financiers, c'est un autre crédit des banques permis par une réorientation fondamentale de la Banque Centrale Européenne. La BCE « refinancerait » par création monétaire des crédits à long terme à taux d'intérêts très abaissés, voire nuls ou même négatifs (avec une réduction du remboursement) pour les investissements dans la mesure des engagements de création d'emploi et de formation. Elle serait contrôlée démocratiquement depuis le Parlement européen et les Parlements nationaux jusqu'aux pouvoirs décentralisés de faire appel à elle dans les régions.

Cela se rapporte à une autre construction européenne : du non au référendum sur le traité constitutionnel à la revendication d'autres orientations économiques et sociales, des initiatives pour des convergences de luttes pour une Sécurité d'emploi ou de formation au plan de l'Union, et une démocratisation permettant l'intervention des citoyens, mettant en relation des pouvoirs locaux nouveaux avec leurs conditions nationales et européennes. Cela rejoint la construction d'un autre monde de paix et de co-développement de tous les peuples. A l'opposé des régulations anti-démocratiques et largement chaotiques, dominées par les marchés financiers et par l'hégémonie des Etats-Unis, on viserait la promotion des biens communs à toute l'humanité et leur gestion partagée : l'eau, l'énergie, les transports, les télécommunications ; les conditions écologiques ; le crédit, avec un autre FMI, une monnaie commune mondiale et l'émancipation du dollar ; la santé, l'éducation et la culture...

L'immense défi d'un autre développement des services publics et entreprises publiques concerne avant tout les services socialisés de développement des capacités humaines.

Pour ces services socialisés, comme ceux de santé, d'éducation, ou de recherche et culturels, les enjeux de leur expansion, des besoins nouveaux, comme des luttes récentes feraient monter l'exigence d'un projet de société d'une urgence et d'une radicalité comparable à celle du système de sécurité d'emploi ou de formation. La révolution informationnelle et la révolution démographique (de réduction de la natalité et de longévité) poussent à la prédominance de leur développement, alors que celui-ci est refoulé.

Au cœur de la transformation révolutionnaire de ces services, il y aurait la montée des pouvoirs et du rôle créateur non seulement de tous les personnels mais plus encore des usagers, qu'il s'agisse des parents et des élèves, ou des malades ou personnes âgées en traitement et de leurs parents, etc. Cela concernerait une coopération et une participation créative à des projets communs de chaque usager. On dépasserait avec d'autres transformations, les rejets, comme ceux des échecs scolaires face au besoin de massification de haut niveau de la scolarisation, ou encore le traitement des patients comme des objets de soins et non des personnes créatives. Cela viserait des partages d'activités, de formation et de participation à la création, de tous les concernés, libérant l'intercréativité.

Dans tous les domaines, il s'agit d'avancer dans les actions et dans les débats

(et non dans des forums seulement de discussion) vers la construction d'un nouveau projet social et politique, en dépassant aussi bien les aspects délégataires du politique que la coupure entre les interventions autonomes des mouvements sociaux et l'élaboration de cadres politiques.

Économie et Politique, dont nous fêtons le cinquantenaire, a déjà participé à la création d'idées nouvelles pour l'action, jusqu'au lancement d'une grande vague de tentatives de transformations vers la fin des années 1960 au début de la crise systémique actuelle. Cette vague a reflué devant la contre-offensive du système établi. D'ailleurs, nos idées nouvelles pour d'autres repères révolutionnaires ont été en bonne partie refoulées et déformées, comme sur les nationalisations coupées d'une autre régulation et d'une autre gestion. Aujourd'hui, avec la maturation de la crise systémique, une seconde vague d'exigences de transformations, qui peut être beaucoup plus ample et radicale aurait commencé à se lever. Jusqu'où contribuerons-nous à la pousser avec d'autres ? Et parviendrons-nous à tirer les leçons des échecs antérieurs, notamment des résistances conservatrices aux idées novatrices dans ce qu'elles ont de plus nouveau et efficace ?



Paul Boccard